



CAF et Shapir commencent à construire dans les Territoires palestiniens occupés, contrairement au droit international

Description



Source : [CAF](#)

Par Santiago González Vallejo, 9 mai 2020

Selon les autorités israéliennes d'infrastructure, le maire de la cité occupée de Jérusalem, Moshe Lion, a affirmé que le confinement forcé résultant de la pandémie de COVID-19 et la réduction de l'activité qui en découle sont une opportunité pour accélérer le projet d'expansion de la ligne de tram rouge, une ligne de transport urbain léger qui parcourt la zone palestinienne occupée. Pour cela, les organismes de planification ont reçu l'instruction d'accélérer les travaux d'infrastructure qui ont été attribués au consortium JNET.

JNET est formé de la compagnie israélienne Shapir et de la compagnie CAF [Construcciones y Auxiliar de Ferrocarriles] listée sur le marché boursier espagnol et basée à Beasain. Shapir a été identifiée par le Conseil des droits humains des Nations Unies comme l'une des 112 entreprises bénéficiant de l'occupation illégale. Le consortium JNET est responsable de l'exécution de l'extension de la ligne rouge, déjà existante, et de la nouvelle ligne bleue de tram qui couvrira aussi des territoires palestiniens occupés. Ces deux actions ont déjà été planifiées, donc la voie est libre pour accélérer les travaux dans ce nouveau scénario, justifié par la réduction du trafic qui rend plus facile d'envahir les points de passages concernés dans les différents quartiers.

Les travaux inclueront à la fois l'excavation et l'installation de l'infrastructure de la voie ferrée, ainsi que les communications et peut-être la mise en place des rails. Les prestations prendront place dans les quartiers de Neve Yaakov et Pisgat Ze'ev sur les rues Arthur Hanke et Henrietta Szold ; et à l'autre bout, en partant de Herzl jusqu'au passage de Ora et à la prochaine étape jusqu'à Hadassah Ein Kerem. Les travaux aux passages dans ces zones devaient originellement être effectués en octobre, et avec les nouvelles instructions ils commenceront dans les prochains jours pour avancer le travail autant que possible avant que le confinement n'arrive et que la circulation ne revienne à la situation habituelle.

Israël a décidé en février cette année d'obtenir un accord de réconciliation avec l'ancien concessionnaire de la ligne de tram Red CityPass pour en prendre le contrôle et pour récupérer la concession, en échange d'un paiement compensatoire d'environ 420 millions d'euros, attribuant le contrôle de la gestion au nouveau consortium JNET.

Parmi les bénéficiaires de l'opération de vente figure la compagnie Alstom (un concurrent de CAF) qui détenait 50% des parts de CityPass, et qui, en plus d'obtenir un succulent gain de capital économique, recevra une prime additionnelle puisqu'ils seront en position de demander d'être exclu de la liste des compagnies qui bénéficient de leur participation dans des activités promouvant l'occupation des territoires palestiniens : un aspect anecdotique, mais qui cause des dommages importants à l'image d'entreprise et au prestige des compagnies impliquées dans de telles activités déclarées illégales et qui représente un frein pour concourir dans d'autres appels d'offres internationaux.

Au contraire, la direction de CAF a pris la décision d'obtenir ce projet, appâtant ses dirigeants (peut-être aussi son personnel ?) par un bénéfice à court terme et pensant que cela [figurer sur la liste onusienne des compagnies complices] aurait peu d'impact.

Le fait indiscutable est que son partenaire israélien Shapir a été formellement désigné par les Nations Unies et que CAF est déjà une compagnie candidate à être distinguée pour l'exécution d'un projet si injustifiable qu'il viole, d'une manière largement reconnue, d'innombrables résolutions des Nations Unies, des Conventions de Genève sur les crimes des guerres et les droits humains en relation avec l'occupation des territoires palestiniens. Tout cela prend place dans un contexte politique qui le rend possible : les dirigeants israéliens Netanyahu et Gantz se sont mis d'accord il y a quelques jours sur un gouvernement d'unité et leur programme immédiat est l'annexion d'une série de colonies et de la majeure partie de la Cisjordanie.

La position des dirigeants de CAF de rester dans le consortium et d'obtenir des bénéfices à court terme souille l'image de la compagnie, aggrave le rejet de la société et le danger d'affecter leur candidature dans d'autres compétitions internationales. Chaque jour, dans les sables mouvants où ils s'enlisent à cause de leurs actions contraires au droit international et en faveur de l'occupation de la Palestine, les dirigeants de CAF perdent un peu plus de leur crédibilité comme dirigeants d'une compagnie exemplaire à d'autres titres et convertissent leurs actions en danger pour leurs actionnaires et leurs employés. Et aussi pour les gouvernements qui la protègent.

Traduction : CG. pour l'Agence Média Palestine

Source : Santiago González Vallejo

date création
2020/05/11